

## **Nouvelle Cité Administrative : audience avec le Préfet du 5 avril 2024**

Monsieur le Préfet de Région,

En préalable à notre réunion nous vous rappelons les exigences des agent-e-s des Fonctions Publiques, rappelées dans les manifestations et par la grève le 19 mars dernier.

Le mépris des fonctionnaires ne peut plus durer : année blanche pour le point d'indice, absence de revalorisation des carrières, absence de dialogue social, affaiblissement des missions et de la proximité des services. Le projet de rémunération au mérite annoncé dans une loi pour le deuxième semestre inquiète particulièrement et promet une dégradation des conditions de travail dans les équipes avec des oppositions majeures entre agent-e-s.

Nous vous rappelons que c'est l'ensemble des personnels qui est mobilisé chaque jour pour exercer au mieux, avec toujours moins de moyens, les missions de service public pour l'intérêt général, les usagers et les collectivités. Nous réclamons dès lors notre dû ! Nous attendons de véritables réponses à nos revendications !

A ce titre, nous tenons à revenir devant vous sur un dossier particulier et pour une intervention urgente auprès du Gouvernement. En effet, depuis des années *Solidaires*, mais aussi l'ensemble des organisations syndicales, souligne l'injustice majeure faite aux fonctionnaires de Haute-Garonne, exclus du dispositif d'indemnité de résidence. Courant 2023 les représentant-e-s de *Solidaires Fonction Publique* ont de nouveau relayé cette revendication auprès du Ministre et du Conseil Supérieur de la Fonction Publique. Le 4 mars 2023 *Solidaires 31* vous a de nouveau interpellé sur ce dossier, sans réponse de votre part.

Or, le 12 décembre 2023, suite à l'interpellation à l'assemblée nationale de Christine Arrighi, députée de Haute-Garonne, la réponse gouvernementale en séance a été d'évoquer « *une revendication légitime à étudier dans le cadre de la future loi Fonction Publique* ».

Nous vous demandons dès lors de toute urgence de défendre ce dossier et les personnels de notre département pour obtenir enfin l'indemnité de résidence en Haute-Garonne. Nous vous remettons de nouveau un dossier détaillé sur ce sujet.

Au delà de ces propos introductifs nous interviendrons dans le cadre de notre réunion du jour sur le dossier de la Future Cité Administrative de Jolimont.

Nous vous rappelons nos inquiétudes majeures sur les objectifs de la nouvelle politique immobilière, et du contenu de la circulaire Borne, qui n'évoquent plus les impératifs de bonnes conditions de vie

au travail mais font uniquement la chasse au mètres carrés dans une logique « *d'ensardinement* » inacceptable.

De même l'élaboration des projets se sera faite bien loin des personnels concernés avec un manque de dialogue et d'écoute des besoins des agent-e-s.

A ce stade, et au vu de l'urgence du calendrier, nous concentrerons nos questionnements sur quelques points essentiels :

- nous vous demandons de donner consigne aux administrations d'un point de transparence et de présentation du dossier, en particulier sur les espaces de travail, dans chaque Direction concernée.

- concernant le dossier de la restauration nous vous rappelons les inquiétudes exprimées et l'interpellation unanime de la Formation Spécialisée de la DRFiP 31 ce 26 janvier 2024. Nous attendons dès lors vos réponses !

- concernant la promesse d'une crèche dans ce bâtiment, conformément aux objectifs d'égalité salariale H/F mis en avant au niveau national et des conditions de vie des personnels, nous attendons les « *travaux pratiques* » et un véritable engagement de votre part !

- concernant la problématique des parkings, au-delà des personnels prioritaires, nous vous rappelons l'importance de ne pas mettre en œuvre des « *passes-droits* » à certain-e-s quand, pour la totalité des personnels rien n'existera !

- concernant la problématique des transports et modalités de circulation, les personnels ont besoin d'un document détaillé sur les modalités d'accès possibles. Une amélioration de l'offre de transport sera également à relayer auprès de la Métropole et de Tisseo.

- concernant la revendication historique exprimée dans divers CHS-CT d'une instance spécifique de site, nous renouvelons, au vu des enjeux collectifs de cette nouvelle Cité Administrative, la demande d'une Formation Spécialisée spécifique au Site. Nous attendons là aussi votre réponse.

- concernant les enjeux d'accueils du public, même si nous avons pu améliorer le projet initial, nous vous rappelons l'importance de cette problématique pour la DGFIP ainsi que nos alertes pour une sécurisation optimale, mais aussi des conditions d'accueils respectueuses tant des usagers que des personnels qui l'ont en charge.

- sur ce dossier d'accueil nous vous alertons sur la problématique « accueil Amendes » prise en charge tardivement par la DRFiP 31 et surtout dogmatiquement et sans implication des personnels. Notre inquiétude est grande sur ce dossier avec une sous-estimation des enjeux : sécurisation et gestion des flux, moyens de renforts humains pour la TTA (Trésorerie Toulouse Amendes).

Nous reviendrons dans la discussion sur ces points et plusieurs autres sujets.

Veillez recevoir l'expression de nos salutations militantes.

Pour *Solidaires Finances Publiques 31*, Yves Peyras et Nathalie Fourteau